

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 3 JUIN 2024**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 24/346

**CONTRAT DE VILLE -
PROGRAMMATION 2024 -
VILLE DE LA SEYNE-SUR-
MER - ATTRIBUTION DE
SUBVENTIONS D'UN
MONTANT DE 165 000 € -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/346

BUREAU DU 3 JUIN 2024

**O B J E T : CONTRAT DE VILLE - PROGRAMMATION 2024 - VILLE
DE LA SEYNE-SUR-MER - ATTRIBUTION DE
SUBVENTIONS D'UN MONTANT DE 165 000 € -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale, relative à la réforme de la politique de la ville,

VU la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 de finances pour 2023 qui a prorogé d'une année supplémentaire les contrats de ville,

VU le décret n°2023-1314 du 28 décembre 2023 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau

VU le Contrat de Ville Métropolitain 2024/2030 en cours d'élaboration,

VU l'appel à projets commun lancé le 08 janvier 2024,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDERANT que Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence politique de la ville, est porteur de l'élaboration du Contrat de Ville 2024/2030,

CONSIDERANT que la programmation 2024 du Contrat de Ville prévoit de s'engager sur les 15 quartiers de la Métropole inscrits dans ce dispositif,

CONSIDERANT que la programmation du Contrat de Ville prévoit une enveloppe globale de 600 000 euros pour 2024 pour les actions déployées sur les 4 communes (Toulon, La Seyne-sur-Mer, La Garde et Hyères-les-Palmiers) inscrites dans ce dispositif,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est sollicitée à hauteur de 210 000 euros pour des actions participant au développement social et urbain du territoire prioritaire de la Politique de la Ville de La Seyne-sur-Mer,

CONSIDERANT qu'il a été convenu d'octroyer 165 000 € pour les actions déployées sur la commune de La Seyne-sur-Mer en première programmation,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER l'attribution des subventions aux associations suivantes pour un montant total de 165 000 € :

Nom de l'association	Intitulé de l'action	Subvention Métropole
ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION (APEA)	Médiation sociale, intergénérationnelle dans les espaces publics et extérieurs et travail de prévention éducative de rue dans le centre-ville	14 000 €
ASSOCIATION VIVRE EN FAMILLE (AVEF)	Protection des victimes de violences conjugales et prévention de la délinquance par l'accompagnement psycho-éducatif des auteurs et par l'accompagnement d'un traitement individuel psychologique	10 000 €
ASSOCIATION ENTR'AIDE	Aide auprès des personnes socialement défavorisées par des actions à moindre coût visant l'amélioration de leur logement en QPV sur la ville de La Seyne	1 000€
AMITIES CITE - UDV	Accompagner l'épicerie solidaire et son action pédagogique auprès des habitants de La Beaucaire, du Jonquet et de Sainte Musse et de la Seyne	6 000 €
ASSOCIATION D'AIDE AUX VICTIMES D'INFRACTIONS DU VAR (AAVIC)	Accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infraction	4 000 €
ARIANE MEDITERRANNEE	Impuls'Ariane	3 000 €
ASSOCIATION VIVRE EN FAMILLE (AVEF)	Actions de soutien à la fonction parentale et de Prévention des comportements à risque	2 000 €
ATHLETIC CLUB DE BERTHE	Parité hommes/femmes, Education, Vie sociale	2 000 €
ASSOCIATION MAISON INTERGENERATIONNELLE DE QUARTIER (AMIQ)	Espace social	8 000 €
	Participation des habitants	2 000 €
ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION (APEA)	Lever les freins socio-éducatifs à l'emploi des jeunes en difficulté	4 000 €
	Activités collectives de développement des compétences des jeunes filles contre les violences et les conduites affectives à risque	1 500 €
CENTRE SOCIAL NELSON MANDELA	Projet jeune	5 000 €
	Séjour jeunes	2 500 €
CITEZ DES TALENTS	La solidarité et le lien social	2 000 €

CIDFF (CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DU VAR)	Permanences d'accès aux droits, de prévention des discriminations et de lutte contre les violences faites aux femmes	1 500 €
D'UN CŒUR A UNE MAIN	Aide alimentaire	2 000 €
FEMMES DANS LA CITE	Réseaux de socialisation et d'émancipation des femmes des QPV	10 000 €
	Accompagnement à l'emploi innovant et complémentaire des femmes des QPV	6 500 €
	Pépinières de mots ou les jardins familiaux	2 000 €
	Relais d'Accès aux droits	2 000 €
FACE VAR	Face à l'emploi - Job contact	4 000 €
FEES ET RIES	Ateliers des grands et petits, actions de la rue et partenariats (associations, services municipaux...)	4 000 €
JUDO JUJITSU	Dojo solidaire Romane Dicko	2 500 €
LES PETITS DEBROUILLARDS PACA	Labo2bidouille	6 000 €
LIGUE REGIONALE PACA DE NATATION	La piscine à la mer	3 000 €
MAISON ASSOCIATIVE ENFANCE FAMILLE ECOLE (MAEFE)	Fond de participation des habitants	1 500 €
	VV Séjour connecté	2 000 €
	Parcours numérique	2 000 €
POSTIV	Accompagnement à la création d'entreprise dans les quartiers prioritaires	5 000 €
UNIS-CITE	Kiosc l'Aller vers	3 000 €
UFOLEP 83 NOUVEL HORIZON	Parcours coordonné	5 000 €
	Socio Sport La Seyne Sur Mer et Toutes Sportives	5 000 €
	Consolidation des actions de la Maison Sport Santé de la Seyne sur Mer	7 000 €
	Plateforme emploi & citoyen en devenir	5 000 €
	Mobilis 'actions	7000 €
	Actions découvertes et action Pied de Tour	2 000 €
	Enjeux démocratiques	10 000 €
TOTAL GENERAL (1+2)		165 000 €

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer avec l'association Nouvel Horizon la convention ci-annexée, la subvention attribuée dépassant le seuil de 23 000 €.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à prendre toutes dispositions à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision.

ARTICLE 4

DE DIRE que la Métropole Toulon Provence Méditerranée demandera aux associations listées à l'article 1 et l'article 2, de fournir un bilan qualitatif, quantitatif et financier au 31 décembre 2024 signé par le responsable légal de la structure afin de justifier la réalisation de leurs actions respectives.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits seront prélevés sur l'opération **N°52157 article 65748** du Budget principal 2024.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONVENTION D'OBJECTIFS 2024 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION NOUVEL HORIZON
--

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association **Nouvel Horizon**, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège à Les Vendanges Bt1 108, avenue S.Hessel, 83500 LA SEYNE SUR MER représentée par **Monsieur Karim BEN AISSA** dûment habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'association **Nouvel Horizon** favorise l'accès aux pratiques socioéducatives et socioculturelles à toute personne qui le souhaite, tout en véhiculant les valeurs suivantes : L'accessibilité à tous ; Le respect de l'intégrité et de l'intimité des personnes ; Des relations privilégiées entre les intervenants et les usagers ; Un enracinement dans son milieu ; Une ouverture sur le monde ; Un lieu d'écoute, de partage et de solidarité.

En vue d'aider toute personne sur le quartier Berthe, la ville de la Seyne sur mer, du département du Var et de la région PACA (Provence Alpes Côte d'Azur), l'association a pour objet : - D'organiser et de coordonner au profit des jeunes et des enfants des activités sociales, éducatives, culturelles, Sportives, humanitaires et économiques. - De mettre en place un soutien scolaire et/ou accompagnement à la scolarité aux enfants et jeunes. - D'établir des relations d'amitié et de coordination avec les autres associations - D'organiser un lieu d'accueil à une population fragilisée par les problèmes sociaux. - De créer et/ou gérer des structures proposant des projets en direction d'un public de tout âge et de toute origine - D'organiser des journées et/ou des séjours en famille. - La maîtrise d'œuvre de projets

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et plus particulièrement de sa compétence emploi et prévention, la Métropole TPM d'une part, favorise la mise en réseau des acteurs de la prévention et de l'insertion, par le soutien à des projets thématiques intéressant plusieurs communes et d'autre part, apporte son concours en termes d'ingénierie sociale et de soutien méthodologique aux communes de la Métropole qui souhaiteraient adapter ou développer des actions visant à l'amélioration du climat social ou favorisant l'insertion socio-professionnelle.

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'Association Nouvel Horizon intervenant sur la commune de La Seyne sur Mer.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

L'association **Nouvel Horizon** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2024 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif des actions de l'association Nouvel Horizon soutenues par la Métropole :

- **Mobilis'action :**
Proposer une offre éducative en direction des 6 - 25 ans - Animer des temps de concertation entre enfants/jeunes - Orienter les jeunes dans leurs démarches professionnelles - Proposer des animations de rue - Animer des temps de préventions liés aux comportements à risques
- **VVV Actions découvertes et actions pied de tour :**
Organisation des actions séjours : Planifier et coordonner la découverte de lieux littoraux et montagnards. Sélectionner des activités variées favorisant l'éveil d'émotions et la réflexion citoyenne.
Création d'un environnement propice à l'engagement citoyen : Concevoir des activités interactives favorisant la réflexion sur les enjeux citoyens. Encourager la participation active des jeunes dans des projets liés à la préservation de l'environnement ou à la vie collective.
Mise en place de l'action « Pieds de Tour » : Organiser et superviser l'action « Pieds de Tour » en favorisant l'échange, la promiscuité, l'entraide et la disponibilité entre les participants. Élaborer des activités spécifiques visant à améliorer l'intégration sociale des jeunes.
Suivi post-séjour : Établir un suivi post-séjour pour maintenir l'engagement citoyen des jeunes. Proposer des opportunités d'implication continue dans des initiatives citoyennes locales. En mettant en œuvre ces objectifs opérationnels, le projet vise à créer une expérience enrichissante pour les jeunes, les encourageant à devenir des citoyens responsables et intégrés socialement.
- **Enjeux Démocratiques :**
Objectifs auprès des jeunes : L'autonomisation de la gestion de leur temps libre - L'investissement démocratique de leur organisation - La prise de responsabilité - La visibilité de leur avenir - L'investissement sur des actions citoyennes
- **Plateforme emploi et citoyen en devenir :**
Plateforme emploi. Acquisition des savoirs, participations à des actions de prévention, notamment en partenariat avec l'APEA et réflexion sur l'orientation professionnelle.

Durée des actions : annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2024. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre les projets, objets de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association Nouvel Horizon à hauteur de **24 000 euros (vingt-quatre mille euros)** conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2024.

Mobilis'action	7 000 €
VVV Actions découvertes et actions pied de tour	2 000 €
Plateforme emploi et citoyen en devenir	5 000 €
Enjeux Démocratiques	10 000 €

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 24 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 80% soit 19 200 euros, à la notification de la convention,
- Le solde, soit 4 800 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaines d'intervention, pour l'année échue
- Qualitatifs : les impacts des actions sur les bénéficiaires ainsi que le lien des actions avec les besoins du territoire

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees-personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association

Nouvel Horizon

Le Président,

Karim BEN AISSA

La Métropole

Toulon Provence Méditerranée

Le Président,

Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projets :

Mobilis'action	7 000 €
VVV Actions découvertes et actions pied de tour	2 000 €
Plateforme emploi et citoyen en devenir	5 000 €
Enjeux Démocratiques	10 000 €

a) Objectif(s) :

- **Mobilis'action :**

Proposer une offre éducative en direction des 6 - 25 ans - Animer des temps de concertation entre enfants/jeunes - Orienter les jeunes dans leurs démarches professionnelles - Proposer des animations de rue - Animer des temps de préventions liés aux comportements à risques

- **VVV Actions découvertes et actions pied de tour :**

Organisation des actions séjours : Planifier et coordonner la découverte de lieux littoraux et montagnards. Sélectionner des activités variées favorisant l'éveil d'émotions et la réflexion citoyenne.

Création d'un environnement propice à l'engagement citoyen : Concevoir des activités interactives favorisant la réflexion sur les enjeux citoyens. Encourager la participation active des jeunes dans des projets liés à la préservation de l'environnement ou à la vie collective.

Mise en place de l'action « Pieds de Tour » : Organiser et superviser l'action « Pieds de Tour » en favorisant l'échange, la promiscuité, l'entraide et la disponibilité entre les participants. Élaborer des activités spécifiques visant à améliorer l'intégration sociale des jeunes.

Suivi post-séjour : Établir un suivi post-séjour pour maintenir l'engagement citoyen des jeunes. Proposer des opportunités d'implication continue dans des initiatives citoyennes locales.

- **Enjeux Démocratiques :**

Objectifs auprès des jeunes : L'autonomisation de la gestion de leur temps libre - L'investissement démocratique de leur organisation - La prise de responsabilité - La visibilité de leur avenir - L'investissement sur des actions citoyennes

- **Plateforme emploi et citoyen en devenir :**

Plateforme emploi. Acquisition des savoirs, participations à des actions de prévention, notamment en partenariat avec l'APEA et réflexion sur l'orientation professionnelle

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :

- o Nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaine d'intervention
- o Nombre de bénéficiaires issus de QPV

- Indicateurs qualitatifs :

- o Impacts sur les bénéficiaires
- o Réalisations pour l'année échue
- o Lien des actions avec les besoins du territoire

